

CONTRIBUTION AUX DEBATS DU CDFN *de novembre 2020.*

La crise que nous traversons n'a rien d'une catastrophe naturelle : la seconde vague de l'épidémie était prévisible, il était possible d'en prévenir mieux les effets désastreux. Mais le gouvernement, qui n'a fait preuve d'aucune anticipation, a privilégié la reprise de l'activité (d'où les 100 milliards du Plan de relance accordés sans contreparties aux grandes entreprises). Il est par conséquent en grande partie responsable de l'ampleur actuelle de la crise. Alors que le pays se retrouve donc plongé dans une situation de confinement, de contraintes multiples, de pertes d'emplois et d'activités professionnelles empêchées, et qu'il subit une aggravation de la pauvreté, le gouvernement de son côté poursuit sa politique et avance ses projets de destruction des acquis sociaux. Malgré la crise, ou grâce à la crise, en prenant appui sur elle, il en profite pour museler nos libertés, pour empêcher la contestation, pour avancer ses billes et rallier une partie de l'électorat proche de l'extrême droite. Il est clair qu'aujourd'hui notre pays bascule dans un régime autoritaire. La gravité de l'enjeu implique que notre fédération soit particulièrement présente et active dans les luttes pour la défense - et la reconquête - des libertés démocratiques.

Sur le plan international, la défaite de Trump, et dans une moindre mesure les échecs électoraux de Bolsonaro sont à inscrire au crédit des rares bonnes nouvelles de l'année 2020. Mais ces échecs de l'extrême droite risquent d'être de courte durée si n'émerge pas une réelle alternative politique à gauche. L'exemple polonais avec les attaques sur le droit des femmes à l'avortement est de ce point de vue inquiétant : l'immense et courageuse **mobilisation féministe en Pologne** mérite mieux que le silence du gouvernement. Elle doit déclencher une solidarité internationale, y compris en terme syndical.

En Europe encore, un autre silence est assourdissant, celui face aux **massacres des Arméniens**, la France et E. Macron endossent ainsi l'agenda des droites européennes isolationnistes et prônent dans le même temps la **fermeture des frontières européennes**. Ce choix politique a des conséquences tragiques au quotidien puisque ce sont des centaines de **migrant-es** que ce pouvoir assume de laisser périr en Méditerranée.

Enfin, sur le terrain économique, les néolibéraux font preuve de pragmatisme lorsqu'il s'agit de sauver leur système : terminée la neutralité de la politique monétaire, c'est même le tabou de la solidarité financière entre les Etats qui tombe ! Les limites

inscrites dans les traités, valables lorsqu'il s'agissait d'imposer l'austérité au peuple grec, ont disparu et l'outil monétaire est maintenant possible...pour sauver les grandes entreprises, et ce sans aucune contrepartie sociale ou écologique pour elles ! La conditionnalité pour les Etats, elle, demeure, et les futurs plans d'ajustement structurels commencent à se préparer...

En France, la crise économique et sociale, antérieure à l'arrivée de l'épidémie, s'en trouve considérablement aggravée. La crise sanitaire provoque des effets en cascade pour les travailleuses : activités empêchées, ralenties, plans sociaux, faillites de TPE/PME... Les étudiant-es modestes, désormais sans boulot d'appoint pour financer leurs études sont également frappé-es par une paupérisation très préoccupante. Les associations caritatives alertent sur la **montée de la pauvreté**, parmi la jeunesse notamment, et au sein de classes sociales jusque-là épargnées par la misère. Les mesures - chômage partiel, report de la réforme de l'assurance chômage – diffèrent les effets les plus graves de la crise sans pour autant garantir une issue positive, ni empêcher le naufrage économique immédiat de nombreux-ses travailleur-ses qui passent à travers les mailles du filet. **Les retraité-es** sont fragilisés-es à nouveau par ce deuxième confinement, qui les isole. Pour ce qui relève du Grand âge, si les protections matérielles sont plus facilement disponibles pour les aidants à domicile et au sein des EHPAD, le personnel soignant et non soignant est toujours en effectif très insuffisant pour faire face humainement à nombre de situations très critiques (plus de 25 % des EHPAD sont touchés par la Covid, plus de la moitié des résident-es et des salarié-es dans certains EHPAD...). Les résident-es contaminé-es restent dans les structures, et parfois le personnel soignant contaminé aussi, les remplacements sont souvent impossibles. Le service public est totalement défaillant, laissant les familles dans l'impuissance. Cette précarité et cette incertitude pèsent sur la population : ce sont là des entraves objectives qui l'empêchent de se projeter et de se mobiliser pour imposer des alternatives.

La séquence autour de l'assassinat de notre collègue a été très éprouvante : après **l'assassinat de Samuel Paty**, toute la profession (et au-delà) a été plongée dans l'effroi, les rassemblements qui ont suivi ont

témoigné de la grande solidarité avec ce collègue, assassiné pour avoir fait son métier. Peu de temps après, le ministre **Blanquer a tenu des propos indignes** et honteux à l'encontre de l'université, de l'UNEF et de LFI, et avec lui certains membres du gouvernement se sont succédé pour égrainer des petites phrases, laissant entendre la complaisance de certain-es envers la radicalisation, et donc la complicité avec le terrorisme : ce faisant, tous-tes ont attisé une haine et dégradé un peu plus le climat délétère qui a suivi cet effroyable événement. G. Darmanin, entre deux propos racistes, s'en est pris également à l'existence d'associations et vient de notifier sa dissolution au CCIF, ce qui est une grave atteinte aux libertés fondamentales, car aucune preuve de délit n'a été apportée.

Ce traitement politique sert d'autres intérêts : afin d'envoyer des signaux clairs à la frange la plus à droite de l'électorat de LREM, voire de chasser sur les terres du RN en prévision de 2022, le gouvernement prend appui sur les attentats d'octobre (Conflans, puis Nice) pour **renforcer sa politique sécuritaire, avancer ses projets de lois liberticides** (sur les séparatismes et sur la sécurité globale), alimenter les clivages et briser les solidarités au sein de notre société, en utilisant les musulman-es et les migrant-es comme bouc émissaires des maux dont elle souffre actuellement. Les manifestations nombreuses et réussies du mardi 17 novembre ont montré clairement que la FSU a toute sa place dans les mobilisations dénonçant la loi de sécurité globale dont l'un des objectifs premiers est de museler la liberté d'expression et de permettre aux forces de l'ordre d'agir sans contrainte ni regard extérieur.

En France, chaque année, 1,2 million de **femmes sont victimes** d'injures sexistes et 94 000 sont victimes de viol ou tentative de viol. Dans le monde, selon l'ONU, plus d'une femme sur trois subit des violences physiques et/ou sexuelles dans sa vie. Avec le confinement, ces violences se sont encore intensifiées.

Les solutions pour **lutter efficacement contre ces violences** existent mais nécessitent une véritable volonté politique, qui fait défaut aujourd'hui. Pour preuve, le projet du gouvernement de mettre en concurrence le dispositif 3919 mettant en péril le travail des associations dont l'indépendance et l'expérience sont reconnues.

Une preuve de ce volontarisme pourrait aussi se traduire par la reprise sous forme d'un projet de loi,

de la proposition de loi demandant **l'allongement des délais pour avorter**, portée par le groupe «Écologie, démocratie et Solidarité» et qui risque de ne pas arriver à son terme. C'est la demande exprimée par la pétition initiée par le collectif avortement en Europe, qu'il est important de relayer. Au-delà des mobilisations des 25 novembre et 8 mars, les questions féministes doivent rester une préoccupation syndicale au quotidien car elles irriguent le mouvement social.

Dans l'éducation, c'est peu de dire que la profession traverse une **crise de confiance** : plus aucune confiance envers un ministre qui renie les engagements pris pour répondre à l'émotion après la mort de S. Paty, et balayés deux semaines plus tard en sabotant l'hommage qui lui était dû ; plus aucune confiance envers un ministre qui organise la rentrée de novembre avec un protocole sanitaire dit « renforcé » mais sans aucun moyen supplémentaire permettant de l'appliquer en réalité, qui ment effrontément sur les chiffres de contamination dans les lieux scolaires, et qui méprise allègrement les revendications des personnels. A ce constat s'ajoutent la **répression (violente) des lycéen-nes** qui se mobilisent pour obtenir des moyens, et celle **des personnels (les 4 de Melle)** durement sanctionnés. **La rupture est sans retour, le rejet de Blanquer est total**, son maintien doit être légitimement questionné et son départ revendiqué comme le symbole d'un changement radical de politique éducative. Cela d'autant plus après les révélations autour du syndicat « Avenir Lycéen », qui aurait été téléguidé par le ministre et plusieurs hauts fonctionnaires : une enquête doit être ouverte au plus vite et si les témoignages accablants sont avérés, les mis en cause devront partir.

La grève du 10 novembre, mise en place en quelques jours seulement, et dans des conditions de crise sanitaire qui contraignent la participation aux rassemblements, a cependant traduit la colère de la communauté éducative, déterminée à se mobiliser. Désormais, il est indispensable de poursuivre la mobilisation, face à **Blanquer** qui, **lui, avance ses projets et ne renonce en rien** : Etats généraux du numérique (vers un contrôle hiérarchique accru signant l'abandon de tout horizon commun pour les élèves), Grenelle (et ses projets de modification du métier), réforme du lycée (et bac quasiment en contrôle continu), réforme de la FDE (pour une conformation aux mains de l'employeur), de la LPR,

refonte de l'éducation prioritaire à venir (et le « tout-contractualisation » vers plus d'inégalités), et politique budgétaire pour 2021 (-1800 postes dans le second degré) qui n'annonce aucune amélioration des conditions de travail et d'étude, au contraire. La **responsabilité du syndicalisme** est à la hauteur des attaques : il faut à la fois obtenir des moyens pour garantir la sécurité sanitaire de tous-tes (moyens d'urgence en recrutement, bâti), porter la défense des collègues (conditions de travail, salaires, métiers) et travailler la question de l'école que l'on veut (formation, budget mais aussi politiques éducatives). Pour ce faire, il nous faut réunir le plus vite possible, et au plus tard en janvier, les meilleures conditions pour une **grève unitaire appelée par l'intersyndicale....**

La Fonction publique (FP) est percutée de plein fouet par l'application de la loi de transformation (TFP). **Les droits des personnels sont rognés**, en particulier par la fin du paritarisme qui signe la fin d'un traitement équitable et transparent en matière de promotion et mutations là où cela existait encore, le **statut est menacé** par le recours encouragé au contrat, **l'externalisation** de pans entiers des services publics (SP) est envisagée. Alors que les SP sont reconnus - y compris par des économistes néolibéraux- comme des amortisseurs de la crise, qu'ils permettent une égalité d'accès aux droits élémentaires, qu'ils sont au cœur de la société (d'ailleurs, ils restent « ouverts » en temps de confinement), ils sont oubliés des discours et des actes gouvernementaux : rien, aucun moyen supplémentaire ; au contraire la poursuite d'une logique comptable alors que le SP, par définition, cherche à atteindre l'égalité des usager-es, sans lien aucun avec une quelconque rentabilité. Ainsi, la crise est terrible dans la santé, le Ségur n'a rien résolu, l'hôpital public est exsangue (manque de personnels, fermetures de lits qui se poursuivent pour raisons budgétaires) .

Le projet de loi « Autonomie » ne répond en rien aux besoins des personnes en situation de dépendance, il préfigure au contraire un démantèlement de la Sécurité sociale, l'ouverture au marché du secteur de la dépendance et la volonté de faire payer aux retraité-es l'essentiel du coût de nouvelles mesures selon les préconisations du Rapport Vachey. **La situation, très difficile aussi dans tous les SP, est emblématique dans la FPH, comme elle l'est à l'éducation, car ces deux SP sont au cœur de la**

tourmente liée à la crise sanitaire. Mettre l'hôpital et l'école au centre de nos revendications est indispensable pour rassembler les personnels et les usager-es autour de la défense de notre bien commun et la promotion d'un modèle de société solidaire qu'il faut imposer.

La crise sanitaire nous inscrit dans un temps suspendu qui nous prive de nos repères : des semaines, des mois que la pandémie sévit déjà, et pour combien de temps encore ? Si la crise sanitaire surplombe la situation et s'impose dans toutes les têtes, c'est bien la gestion calamiteuse du gouvernement qui la rend aussi pesante. **Et d'autres crises gravissimes coexistent, économique on l'a dit, démocratique aussi.**

L'hyper présidence, l'omni présence du conseil de défense, le mépris du parlement sont des signaux inquiétants qui se traduisent par des prises de décisions sans concertation et un affaiblissement démocratique. Au-delà du prolongement de l'état d'urgence sanitaire, le renouvellement du plan vigipirate, le gouvernement a ainsi franchi un cap et marqué un tournant sans précédent dans **l'atteinte envers les libertés publiques** : son **projet de loi dite de sécurité globale** est une attaque contre la liberté d'expression et la liberté de manifester et une façon détournée de couvrir et in fine de légitimer les violences policières (en sanctionnant lourdement celles et ceux qui chercheraient à les filmer). Ce projet de loi en accompagne un autre sur **les séparatismes**, et l'inscription de ces deux projets dans une même séquence temporelle dessine les contours d'un gouvernement de plus en plus autoritaire, qui se pare de **mesures liberticides et répressives**. La répression s'est exercée avec brutalité à l'encontre des « 4 de Melle », collègues engagé-es contre la réforme du lycée en 2019, et avec une grande inhumanité cette année envers de nombreux enfants et adolescent-es, notamment les enfants d'Albertville interpellé-es par la police après l'hommage (tronqué) dû à S. Paty sans dialogue préalable avec les familles suite aux signalements faits. L'éducation est la première réponse à apporter à la jeunesse qui a besoin avant tout de protection, certainement pas de répression.

Face à ces dérives autoritaires récurrentes et aggravées, il y a urgence à travailler à la

convergence de tous les mouvements actuels (associations, collectifs, forces syndicales et politiques) pour renforcer l'opposition à ces projets et construire un rapport de forces pour y faire échec.

Le contexte sanitaire nous contraint objectivement dans nos faits et gestes, ces entraves à l'activité professionnelle pour certain-es et aux relations sociales pour tous-tes incitent à faire le dos rond en attendant des jours meilleurs. Mais adviendront-ils ? Rien n'est moins certain, il suffit de penser à l'effet d'aubaine que représente cette crise pour nos adversaires pour s'en convaincre : que dire, par exemple, de la réforme des retraites votée en catimini par le Sénat la semaine dernière ?

Face à un gouvernement qui malgré la crise sanitaire poursuit une politique libérale à tout-va, qui accumule les privations de libertés et entend museler la contestation, le syndicalisme se doit d'intervenir et d'impulser le mouvement social : sans être dans le déni de la gravité de la situation sanitaire, en agissant de façon à garantir la santé de toutes et tous, il doit appeler à manifester contre les régressions sociales, contre les attaques en tout genre, pour défendre les droits. **Occuper la rue** pour lutter contre les violences faites aux femmes (qui ne cessent d'augmenter), contre la loi de sécurité globale et celle sur les séparatismes, contre le sort inhumain réservé aux sans papiers et aux migrant-es, et ne pas renoncer à porter haut et fort la contestation des politiques à l'œuvre. Pour **porter des alternatives** et imposer notre choix de société, nous devons poursuivre le travail engagé avec nos partenaires de transformation sociale **au sein de l'interpro**, au niveau national comme dans les intersyndicales locales ; continuer à investir aussi **le cadre de « Plus jamais ça »**, notamment pour y porter l'urgence d'apporter des réponses sociales et écologiques à la crise actuelle. Au sein de l'intersyndicale FP, **la défense des SP, notamment de l'hôpital et de l'école**, doit faire l'objet d'une **grande campagne : en impliquant personnels et usagers**, nous devons construire un mouvement social pour obtenir que les SP soient confortés, tels les biens communs « essentiels » à notre société.